LIETUVOS RESPUBLIKOS
SEIMAS

Arvydas Anušauskas

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE : OCCUPATION SILENCIEUSE DE 1940

Arvydas Anušauskas

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE : OCCUPATION SILENCIEUSE DE 1940

Lietuvos Respublikos Seimo kanceliarija
Vilnius 2014

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE : OCCUPATION SILENCIEUSE DE 1940

Dr Arvydas Anušauskas

Deux décennies à peine après la fin de la Première Guerre mondiale, un autre conflit, encore plus brutal, éclate entre les États, causant encore plus de pertes humaines et matérielles. La Seconde Guerre mondiale est le résultat de la politique étrangère agressive menée par les États totalitaires et de l'hésitation des pays démocratiques et de la Société des Nations face à l'agresseur. L'occupation de la Lituanie au cours de la Seconde Guerre mondiale doit être considérée à la lumière des événements de 1939. En mars 1939, au XVIIIe Congrès du Parti communiste, à Moscou, J. Staline déclare : « Voilà plus d'un an que la nouvelle guerre impérialiste est déchaînée sur un territoire qui va de Shanghai à Gibraltar… ». Ainsi, selon Staline, la guerre avait déjà commencé. Mais c'est une autre idée du discours de Staline qui paraît plus importante : « La guerre a créé une nouvelle situation dans les relations entre pays. Après avoir ébranlé les fondements du régime de paix d'après-guerre et renversé les notions élémentaires du droit international, la guerre a mis en question la valeur des traités et des engagements internationaux ».

Le 23 août 1939, les ministres des Affaires étrangères V. Molotov et J. Ribbentrop signent à Moscou le Traité de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique, dit le Pacte Molotov-Ribbentrop. Les parties conviennent de s'abstenir de toute attaque réciproque et de tout accord dirigé contre une autre partie contractante. En plus du texte officiel du Traité un protocole secret est signé, divisant l'Europe orientale en sphères d'influence. Après la signature du Pacte Molotov-Ribbentrop la guerre devient inévitable. Juste une semaine plus tard, A. Hitler ordonne d'attaquer la Pologne. La Seconde Guerre mondiale éclate.

Dans la guerre avec la Pologne, l'Allemagne occupe plus de territoires que prévu dans le Pacte Molotov-Ribbentrop. En signant, le 28 septembre 1939, le Traité germano-soviétique de délimitation et d'amitié, les parties conviennent officiellement

de leur frontière commune. Par le protocole secret annexé au Traité, l'Allemagne cède la Lituanie à l'Union soviétique, en échange de voïvodies polonaises de Lublin et de Varsovie. Pour J. Staline, le Pacte avec l'Allemagne n'est pas forcé, mais naturel et justifié. Le Secrétaire général du Comité exécutif du Komintern Géorgi Dimitrov enregistre, le 7 septembre 1939, les réflexions de J. Staline sur le Pacte : « D'une certaine manière le Pacte de non-agression sert l'Allemagne. (…) Qu'y a-t-il du mal si nous, après avoir écrasé la Pologne, diffuserons le système socialiste dans les nouveaux territoires, auprès de leurs populations ». La politique de J. Staline vise exclusivement les intérêts de l'Union soviétique. Elle se base sur les « sphères d'influences », détruisant *de facto* l'idée de souveraineté. Cette politique consiste à garantir la sécurité par l'annexion des territoires, sans tenir compte de leur souveraineté. La politique étrangère de l'Union soviétique est la *realpolitik* réfléchie, visant la mise en œuvre des intérêts géopolitiques précis. Ainsi, elle serait plus proche des idées de H. Palmerston que de K. Marx. Le premier avait déclaré dans son discours en 1848 : « Nous n'avons pas d'alliés éternels et nous n'avons pas d'ennemis permanents. Mais nos intérêts sont éternels et permanents et il est de notre devoir de les poursuivre ».

Afin d'exercer une pression militaire et politique sur les États baltes neutres, le 13 août 1939, une unité de l'armée de Novgorod est formée dans le district militaire de Leningrad avant d'être réorganisée, le 14 septembre, en 8e armée, comptant 100 000 soldats et un corps supplémentaire. Au total, 135 000 soldats sont déployés à la frontière avec l'Estonie. La 7e armée est mobilisée dans le district de Kalinin : elle sera déployée à la frontière lettonne. 169 000 soldats de la 7e armée sont transférés dans le district militaire de Leningrad. La directive N° 043 du 26 septembre ordonne la mobilisation des troupes à la frontière, avant le 29 septembre. L'armée aura pour tâche d'occuper Tallinn et Tartu. Si la Lettonie fournit une aide militaire à la 7e armée, les troupes procéderont à une occupation rapide de Riga. La marine militaire devra empêcher le retrait de la marine estonienne en Finlande et en Suède. La 3e armée avec ses 194 000 soldats et 1078 chars est mobilisée contre la Lituanie. Le 27 septembre, à Moscou, Staline informe Ribbentrop du maintien « temporaire » en Estonie de l'ancien système gouvernemental. Si la Lettonie refuse de signer le Pacte dans les mêmes conditions que l'Estonie, l'armée soviétique « écrasera la Lettonie en peu de temps ». En ce qui concerne les pays baltes, « les derniers seraient apeurés et n'envisageraient aucune attaque », selon Staline. Fin septembre 1939, 437 235 soldats, 3 052 chars et

La colonne de soldats de l'Armée rouge à Vilnius. Septembre1939

3 635 pièces d'artillerie sont déployés par l'Union soviétique à la frontière des pays baltes.

Le 3 octobre 1939, le président du Conseil des commissaires du peuple V. Molotov menace la Lituanie en déclarant que si celle-ci refuse de conclure le Pacte d'assistance mutuelle, l'Union soviétique « sera obligée de négliger la neutralité déclarée par la Lituanie ». Le 10 octobre 1939, la Lituanie est contrainte de signer le Traité d'assistance mutuelle (Traité de cession de Vilnius et de la région de Vilnius à la République de Lituanie et d'assistance mutuelle sovieto-lituanien) et de laisser entrer l'armée étrangère. Le Traité fixe cependant les garanties de l'inviolabilité du système lituanien politique, économique et social. L'objectif des autorités lituaniennes, à savoir « préserver l'existence de la nation et l'ombre de la souveraineté », n'est atteint que temporairement. Aux termes du Traité d'assistance mutuelle, en cédant Vilnius à la Lituanie et en y installant ses troupes armées, Staline s'impose en maître dans les négociations ultérieures avec la Lituanie. L'occupation des pays baltes par l'Armée rouge représente la seule réelle alternative aux traités d'assistance mutuelle. Après la signature des traités, l'Union soviétique déploient dans les pays baltes 66 946 soldats, 1 065 chars, 1 630 pièces d'artillerie et 526 avions.

Officiellement, les dirigeants de l'URSS déclarent à plusieurs reprises leur fidélité au Traité du 10 octobre 1939 et expriment leur bienveillance vis-à-vis de la Lituanie. Le 31 octobre, à la session du Soviet suprême, Molotov confirme que la signature des traités « ne signifie aucunement l'ingérence de l'Union soviétique dans les affaires de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie » et que les rumeurs concernant la soviétisation de ces États sont diffusées par « les ennemis communs et provocateurs antisoviétiques de toute sorte ». Néanmoins, le 20 décembre 1939, l'émissaire de l'URSS à Kaunas N. Pozdnjakov adresse à Molotov un message suivant : «Nous devons parler aux Lituaniens de leurs affaires intérieures, non seulement quand elles relèvent directement de nos intérêts, y compris au-delà du domaine politique, économique et culturel, mais aussi quand ceci est contraire à l'esprit de nos relations mutuelles [...] ». Après avoir reçu l'accord du ministre des Affaires étrangères, les émissaires de la Lituanie, réunis à Paris du 29 octobre au 2 novembre 1939, élaborent un mémorandum conjoint déclarant que le déploiement en Lituanie des troupes de l'Armée rouge représente une menace pour l'indépendance de la Lituanie. Les émissaires préconisent également l'établissement à l'étranger du Fond financier pour l'indépendance, le renforcement de l'union des États baltes, la consolidation de l'armée et l'attention particulière à la préservation de l'unité populaire (« Il faut que tous les partis, groupes et courants politiques majeurs déclarent conjointement et publiquement que tout au long de la guerre et jusqu'à la fin de cette crise, ils concluent une trêve, sans renoncer à leurs idéologies et programmes »).

En réponse à l'agression contre la Finlande fin 1939, Staline reçoit une gifle envoyée par l'Occident : l'Union soviétique est expulsée de la Société des Nations. La guerre avec la Finlande et le comportement plus prudent du gouvernement lituanien affaiblissent l'influence que l'URSS exerce sur la Lituanie. Toutefois, après la fin de la guerre d'Hiver, l'URSS se tourne vers les États baltes. Bien que le scénario de la Finlande « démocratique populaire » échoue, les intentions similaires figurent dans le plan d'annexion de la Lituanie, Lettonie et Estonie. Après la signature du traité de paix avec la Finlande, l'armée soviétique est déplacée à la frontière ouest et la démobilisation des réservistes est reportée au 1er juillet 1940. D'ailleurs, c'est le 5 mars 1940 que le Politburo prend la décision de fusiller 21 000 officiers polonais. Staline n'a pas l'intention de libérer les Polonais, ni restaurer la Pologne.

La politique soviétique menée dans les pays baltes au printemps 1940 est manifestement coordonnée à l'offensive allemande à l'Ouest. À mi-avril, suite à l'occupation par l'Allemagne du Danemark et l'entrée de ses troupes en Norvège, l'émissaire de la Lituanie à Moscou, Ladas Natkevičius, est témoin de l'hostilité du Kremlin envers la Lituanie. Le 10 mai, l'Allemagne lance une grande offensive à l'Ouest et envahit les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Le 13 mai, les troupes allemandes enfoncent le front des alliés et envahissent le Nord de la France, coupant un demi-million de soldats alliés. Trois jours plus tard, le 16 mai, on lit dans le journal « Izvestia » que « la possibilité pour les petits pays de rester neutres et indépendants est réduite au minimum. À l'époque où les grands États se battent pour leur survie, des considérations sur le droit et le non-droit dans les relations avec les petits pays sont naïves, pour dire le moins. » Le 24 mai, les forces alliées étant assaillies dans le Nord de la France et en Belgique et encerclées par les troupes allemandes (catastrophe de Dunkerque), une perspective de victoire sur le front occidental s'ouvre pour l'Allemagne. La décision d'occuper les pays baltes est adoptée à Moscou, le 24 mai. C'est le 25 mai que Molotov remet à Natkevičius une note diplomatique accusant le gouvernement lituanien d'enlèvement de soldats de l'Armée rouge et menaçant ouvertement de recourir à « d'autres mesures ». Après l'examen de la note, le gouvernement lituanien rejette les accusations comme infondées, tout en s'engageant à procéder à la recherche des soldats de l'Armée rouge prétendument disparus.

Le conflit diplomatique prenant de l'ampleur, les préparatifs militaires réels s'organisent entre mai et juin 1940. En mai 1940, le mécanisme d'agression est déjà lancé. L'état-major est en permanence informé d'un important déploiement de l'Armée rouge en Biélorussie, à la frontière lituanienne. À partir de 5 juin, les troupes soviétiques, déployées dans les États baltes (environ 70 000 soldats) sont mises sous tutelle directe de S. Timoshenko, commissaire du peuple à la défense. Les archives secrètes révèlent que le Politburo avait appelé à la mobilisation supplémentaire entre le 4 et le 6 juin et ordonné le déplacement immédiat de nombreuses forces à la frontière lituanienne. Du 4 au 7 juin 1940, les forces armées de trois districts militaires sont concentrées à la frontière, sous prétexte « des formations ». Le 7 juin, la mobilisation de l'Armée rouge en vue d'invasion démarre à la frontière lituanienne. C'est à ce moment qu'une autre accusation est formulée contre la Lituanie à Moscou, dans les négociations entre Molotov et Merkys : la Lituanie aurait conclu avec la

Lettonie et l'Estonie une alliance militaire secrète allant à l'encontre de l'Union soviétique et ainsi violé le Traité du 10 octobre 1939. Cette accusation, tout comme la précédente qui portait sur l'enlèvement des soldats de l'Armée rouge, n'est pas étayée sur les faits. Le 9 juin, Moscou ordonne la mise en place des camps de concentration pour les prisonniers de guerre des États baltes : 50 000 personnes dans un premier temps et 64 000 dans un second temps.

Le 10 juin 1940, les forces militaires soviétiques, notamment le corps de cavalerie de la 11e armée, six divisions et trois brigades de chars, sont dépêchées, en état d'alerte, à la frontière orientale de la Lituanie, entre Druskininkai et Achmiany. Le corps de cavalerie de la 3e armée, cinq divisions de fusiliers et deux brigades de chars sont stationnés dans la région entre Achmiany et Daugavpils. 221 260 soldats, 1513 chars, 245 véhicules blindés, 1140 avions de guerre et 2946 lances-mine et canons, en état d'alerte, attendent les ordres. Un total de 435 000 soldats, 3000 chars, 8000 pièces d'artillerie et 2 061 avions sont déployés sur le territoire des États baltes et tout au long de leurs frontières. Les capacités militaires des États baltes sont nettement plus faibles: 73 000 soldats en temps de paix et 427 000 soldats après la mobilisation, équipés de

Иди скорее!	Eik greičiáu!	Эйк гряйчя́у!
Иди впереди меня!	Eik pryšakýj manęs!	Эйк пришакий маня́с!
Иди сзади меня!	Eik paskui manęs!	Эйк паскуй маня́с!
Если побежишь, застрелю!	Jei bėgsi, nušáusiu!	Яй бе́гси, нушáусю!
2. УСТАНОВЛЕНИЕ ЛИЧНОСТИ ОПРАШИВАЕМОГО.		
Как ваша фамилия, имя?	Káip jūsų pavardė, várdas?	Ка́йп ю́су павардэ́, ва́рдас?
Какой дивизии?	Kókios divizijos?	Ко́киос дивизиос?
Какой бригады?	Kókios brigádos?	Ко́киос бригáдос?

L'extrait du dictionnaire :

« Marche plus vite ! Marche devant moi ! Suis-moi ! Si tu cours, je te tue ! Établissement de l'identité : Prénom, nom ? Division ? Brigade ? »

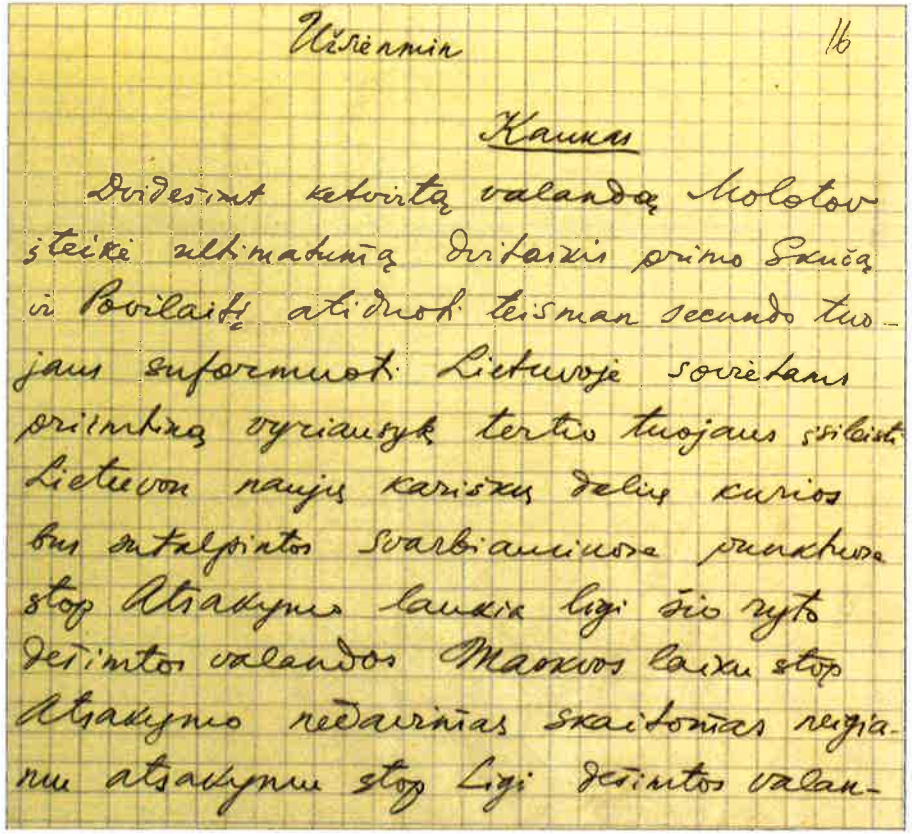
333 000 fusils, 8325 mitrailleuses, 1 200 canons, 147 chars et 292 avions de guerre. De l'avis des généraux de l'armée lituanienne, l'opposition ne peut pas être envisagée, vu la présence dans la région de l'Armée soviétique et la non-préparation des forces armées lituaniennes. Les forces armées lituaniennes continuent de fonctionner comme en temps de paix, l'armée n'est pas mobilisée ni prête pour la défense, même si les réserves en armes et munitions lui auraient permis de poursuivre les opérations militaires pendant deux semaines. Le 1er juin 1940, l'armée lituanienne compte 26 084 soldats. Les munitions sont estimées de 10 à 100 fois moins nombreuses que celles des groupes d'invasion.

Le 11 juin 1940, une réunion est organisée à Lida, sous la direction du commandant du district spécial militaire de Biélorussie, le colonel-général D. Pavlov. La réunion porte sur le plan d'action militaire pour les trois premiers jours de guerre. Les troupes doivent être en état d'alerte dès la soirée du 13 juin 1940. L'offensive devra commencer le 15 juin, à 9 heures. Les ordres concernant l'attaque sont donnés aux divisions et régiments soviétiques stationnés à la frontière orientale de la Lituanie. Dès réception de l'ordre d'attaquer, les avions soviétiques devront détruire les forces aériennes lituaniennes dans les aéroports, et les troupes débarquées occuperont des passages sur le Niémen à Alytus et à Kaunas. La 214e brigade aéroportée comptant près de 1000 parachutistes sera déployée dans les environs de Kaunas. Toutes les voies de retrait de l'armée lituanienne doivent être coupées. L'occupation de la Lituanie doit prendre de trois à quatre jours. L'attaque commencera le 15 juin, à 9 heures. Le passage de la frontière se déroulera suivant les instructions : « agir en silence, utiliser la baïonnette, en cas d'une fusillade soudaine – tuer sur place, en cas de forte résistance – s'abstenir de toute attaque, contourner et bloquer l'adversaire ». Le 13 juin, le Politburo ordonne la mise en place d'un vaste réseau d'hôpitaux avec 25 000 lits. Suivant les ordres, des établissements médicaux devront être construits, « en cas d'actions extraordinaires » en Russie et ailleurs. Il s'agit non seulement des malades mais aussi des blessés. De manière générale, des mesures telles que les trains sanitaires et points de distribution sont prévues en cas d'actions militaires de grande envergure. La décision est prise à la veille de l'ultimatum adressé à la Lituanie. Les troupes lituaniennes, reculées de la frontière nationale, sont stationnées dans la garnison au centre du pays. Pendant ce temps, les stations de radio de l'Armée rouge attendent le signal pour démarrer l'opération. Le 13 juin, sept parachutistes sont

Le plan de l'occupation

déployés près de Gaižiūnai afin de préparer une vaste opération de débarquement. Mais tous les efforts s'avèrent inutiles : la Lituanie est occupée sans combat. Le déploiement des troupes aux frontières du pays et une pression politique, militaire et diplomatique massive y ont également contribué.

L'attitude anti-lituanienne du gouvernement de l'URSS est très marquante. L'attaque préparée, les dirigeants politiques de l'URSS décident d'adresser au gouvernement lituanien un ultimatum qui permettra l'usage de l'agression. Une soirée tardive du 14 juin 1940, lorsque les yeux du monde sont tournés vers la France (au matin les Allemands occupent Paris), Molotov remet au ministre lituanien des Affaires étrangères J. Urbšys, en visite à Moscou, l'ultimatum du gouvernement de l'URSS exigeant que les autorités lituaniennes, accusées de violation du Traité d'assistance mutuelle, forme un gouvernement qui soit acceptable pour Moscou et laisse entrer sur le territoire lituanien un contingent illimité de l'Armée rouge. Cet ultimatum de l'URSS constitue une violation grave de tous les traités de paix et de non-agression signés avec la Lituanie. Molotov insiste pour que le gouvernement lituanien donne



Užsienmin 16

Kaunas

Dvidešimt ketvirtą valandą Molotov
įteikė ultimatumą dvitaikis primo Skučą
ir Povilaitį atiduoti teisman secundo tuo-
jaus suformuoti Lietuvoje sovietams
priimtiną vyriausyk tertio tuojaus įsileisti
Lietuvon naujų kariškų dalių kurios
bus sutalpintos svarbiausiuose punktuose
stop Atsakymo laukia ligi šio ryto
dešimtos valandos Maskvos laiku stop
Atsakymo nedavimas skaitomas neigia-
mu atsakymu stop Ligi dešimtos valan-

Le télégramme du ministre lituanien des Affaires étrangères Juozas Urbšys, adressé au gouvernement, le 15 juin 1940

« À minuit, Molotov a remis un ultimatum... Traduire en justice Skučas et Povilaitis... Dans l'immédiat, former en Lituanie le gouvernement qui soit acceptable pour les autorités soviétiques... Sans délai, laisser entrer en Lituanie les nouvelles troupes qui seront déployées dans les principaux points... La réponse est attendue jusqu'à 10 heures du matin, heure de Moscou... L'absence de réponse signifiera la réponse négative... »

sa réponse jusqu'au 15 juin, 10 heures (9 heures, heure locale). Molotov déclare aux diplomates lituaniens : « Quelle que soit votre réponse, demain les troupes entreront en Lituanie. »

Les orientations de la politique expansionniste du Kremlin sont clairement définies dans la directive N° 5258ss de la Direction politique de l'Armée rouge : « Notre mission est claire. Nous voulons assurer la sécurité de l'URSS, verrouiller tous les accès à la mer près de Leningrad et sécuriser nos frontières Nord-Est. Nous réaliserons nos objectifs historiques malgré l'opposition des chefs des cliques anti-populaires estoniens, lettons et lituaniens, et nous aiderons la classe ouvrière de ces pays à se libérer. (...) La Lituanie, l'Estonie et la Lettonie seront des avant-postes soviétiques sur nos frontières maritimes et terrestres. L'attaque doit se préparer dans le plus grand secret. (...) Nous devrons rapidement désintégrer l'armée de l'ennemi, démoraliser ses forces arrière et ainsi aider la direction de l'Armée rouge à remporter la victoire dans les plus brefs délais et avec des pertes minimales. »

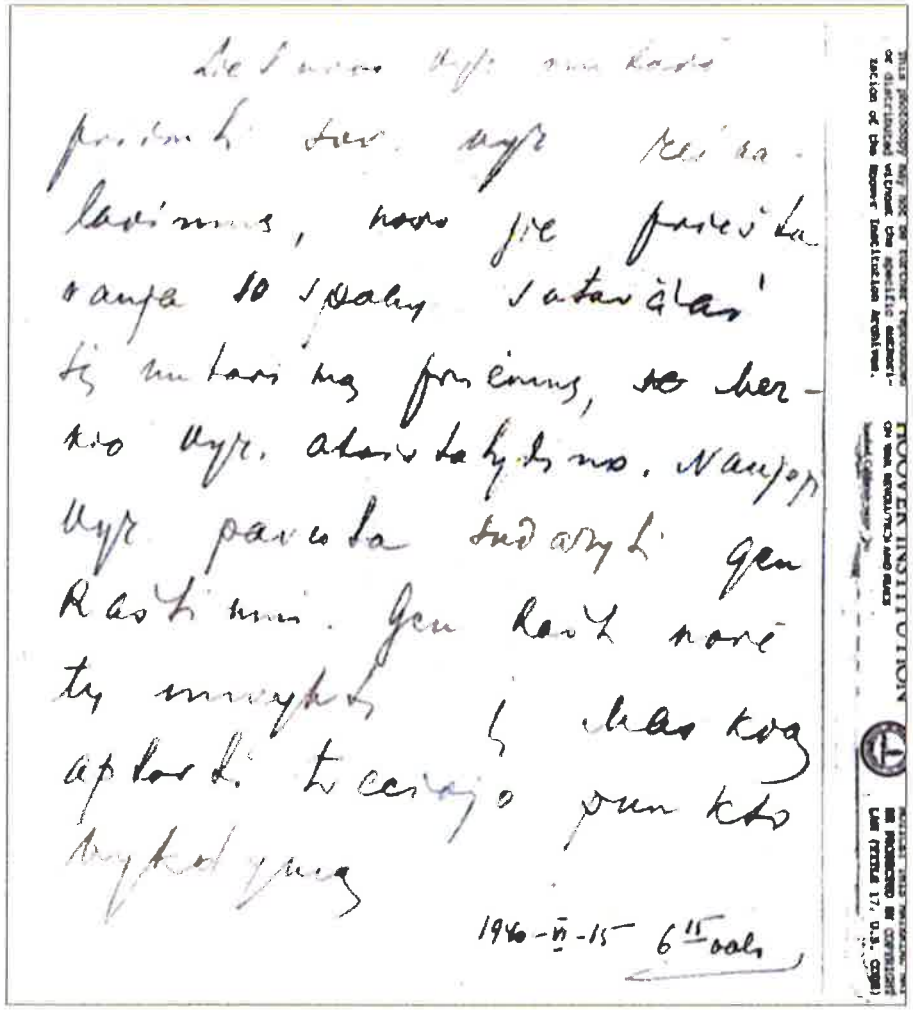
Les soldats de l'Armée rouge traversent la frontière Lituanie-URSS. Le 15 juin 1940

Des groupes de diversion des troupes du NKVD sont déployés à la frontière de la Lituanie. Ils sont censés de désarmer brusquement des agents de patrouille frontalière de l'ennemi et de couper les communications. Les occupants ouvrent les premiers le feu sur le siège de la garde-frontière de Lituanie à Ūta (district d'Alytus), le 15 juin, à 15h30. Six soldats prennent d'assaut le poste-frontière et tuent le commandant et officier supérieur de douanes Aleksas Barauskas. Il est le premier citoyen lituanien tué par le NKVD. Les unités de l'Armée rouge mobilisées dans les zones frontalières de Lituanie, sont prêtes à « agir en silence, utiliser la baïonnette » en traversant la frontière. Une heure avant l'attaque, elles reçoivent l'ordre de reporter l'invasion de quelques heures. Le gouvernement lituanien, réuni le 15 juin, à 7 heures, décide d'accepter toutes les revendications soviétiques. Il accepte l'ultimatum que l'Union soviétique avait prévu de mettre en œuvre « de toute urgence et sans condition ». Le gouvernement déclare qu'il « accepte les revendications même si celles-ci sont en contradiction avec le Traité du 10 octobre » (Traité d'assistance mutuelle du 10 octobre 1939). Ainsi le gouvernement

Le garde-frontière lituanien Aleksas Barauskas

Le garde-frontière lituanien Aleksas Barauskas, assassiné le 15 juin 1940

espère préserver l'indépendance de la Lituanie. Mais ce plan n'est pas censé se réaliser. Le 15 juin, à 15 heures, les troupes de l'Union soviétique passent la frontière de la Lituanie. Vers 19 heures, les chars de l'Armée rouge atteignent Kaunas et entourent le Palais présidentiel, le Gouvernement, la Banque de Lituanie et d'autres institutions gouvernementales. Au cours de l'occupation des États baltes, l'armée soviétique a perdu 58 soldats (15 se sont suicidés, 15 sont morts noyés, 28 ont péri), 158 soldats ont été blessés.



La réponse à l'ultimatum, envoyée à Moscou par le Gouvernement. Texte trouvé en 2008, dans les archives de Hoover Institution (États-Unis)

Les soldats de l'Armée rouge traversent la frontière Lituanie-URSS. Le 15 juin 1940

Les troupes de l'Armée rouge traversent la ville Eišiškės, le 15 juin 1940

Давайте приказ. Принимает майор Румынский.

3-й армии, мотомех[анизированным] (МСД) и танковым частям занять Шавли к 12 часам 16.6.40 года, 23 СД остается на месте, одним полком дивизии занять Ново-Александровск. б)4)б) а)11-я армия а), 185 СД выводить в район Поневеж, 123 СД район Укмерге, 84 СД выйти [в] Вильно и стать гарнизоном, заняв все выгодные пункты вокруг города. 21-й танковой бригаде к утру 16.6 – 40 года выйти [в] район Янов, занять. а)11 СК а), танковыми бригадами и конницей к утру 16.6 занять район Кайданы, Янов исключительно станция Жеймы, Ковно, б)заняв вокруг Ковно все выгодные пункты б). КК вести по восточному берегу р. Неман с задачей [к] исходу 18.6. сосредоточить одной дивизией Россены и одной дивизией Тельши. б)5)б) а)16 СК, оставив незначительные гарнизоны в Алите, Прены, занять гарнизоном Ковно. Частям 2-й танковой бригады занять мосты у Ковно. До подхода 21-й танковой бригады мосты у Янов к утру 16.6 перейти и стать гарнизоном Шавли, обеспечив посадку нашей авиации на аэродромах у Шавли а).

6) Всем мотомех[анизированным] и танковым частям и соединениям иметь с собой один боекомплект и взять максимально возможное количество горючего.

7) Войска армии вести стройным походным порядком с мерами непосредственного охранения. Впереди каждой колонны выделить броневой отряд во главе с расторопным ответственным командиром, который обязан предупреждать литовские власти о немедленном пропуске наших войск. Во избежание нежелательных недоразумений и конфликтов, литовские власти немедленно дают приказ своим войскам и населению о пропуске наших войск.

Командующий войсками БОВО
генерал-полковник танковых войск
Павлов

Член Военного совета
дивизионный комиссар Смокачев

Начальник штаба БОВО
генерал-лейтенант Пуркаев

L'ordre d'occuper le territoire lituanien, donné par le colonel-général Pavlov

À l'occasion du 60e anniversaire de K. Vorochilov, le 4 février 1941, après l'occupation des États baltes, Staline avait déclaré dans son discours : « Il y a deux façons de mener la politique étrangère : par la diplomatie et par l'armée. Notre diplomatie fonctionne bien. Mais elle serait inutile sans une armée forte et entièrement modernisée. » L'annexion des États baltes par l'URSS en 1940 n'avait aucun fondement aux termes du droit international. C'est pourquoi la majeure partie de la communauté internationale a refusé d'approuver officiellement cette occupation. Le régime d'occupation comme tel n'a été interrompu qu'après la restauration de l'indépendance de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie en 1990-1991.

L'expérience des pays baltes en 1940 sert de leçon. Dans la lumière de cette expérience, les actions de la Russie en Ukraine, en 2014, constituent une violation grave et dangereuse du droit international. En annexant la Crimée et mobilisant son armée aux frontières ukrainiennes, la Russie a porté atteinte non seulement à l'Ukraine mais aussi au système d'accords internationaux. Le Parlement européen a noté que « l'affirmation de la Russie selon laquelle elle a le droit de protéger par tous les moyens les minorités russes établies dans les pays tiers (...) ne se fonde sur aucune disposition du droit international, contrevient aux principes fondamentaux de la conduite des affaires internationales au 21e siècle et menace l'ordre européen d'après-guerre. » Selon Jeffrey D. Sachs, professeur d'économie à l'Université de Columbia, si la Russie ne change pas le cours de sa politique, on devrait s'attendre à de graves conséquences mondiales, les relations internationales deviendraient plus tendues et marquées par le nationalisme. Une erreur d'une partie ou d'une autre peut conduire à une guerre tragique. Les événements du siècle dernier qui ont eu lieu avant la Première Guerre mondiale, prouvent que la seule façon d'assurer la sécurité dans le monde est le droit international qui est soutenu par les Nations Unies et respecté par tous les pays.

L'armée d'occupation entre à Kaunas, le 15 juin 1940

SUR L'AUTEUR

Dr Arvydas Anušauskas (né le 29 septembre 1963, à Vilnius) est un historien, homme politique, scénariste et publiciste. Ses recherches portent sur l'histoire de la Lituanie au XXe siècle, la terreur et les services secrets. Depuis 2008, il est député du Seimas de la République de Lituanie, entre 2008 et 2012, a exercé le mandat de président de la commission parlementaire de la Sécurité nationale et de la Défense. Anušauskas est président du groupe parlementaire « Pour la mémoire historique et la justice » et co-fondateur de l'Association d'études sur l'occupation soviétique.

Sources :

Мельтюхов Л. Упущенный шанс Сталина, М., 2000; СССР–Германия 1939–1941, т. 1-2, Вильнюс, 1989;
„Trijų pasiuntinių 1939 m. lapkričio 2 d. memorandumas", Metmenys, Nr. 37 (1979), p. 156–170;
Mälksoo L. Sovetskaya anneksia i gosudarstvennyi kontinuitet: mezhdunarodno-pravovoi status Estonii, Latvii i Litvy v 1940–1991 gg i posle 1991 g. Issledovanie konflikta mezhdu normativistnostju i siloi v mezhdunarodnom prave. – Tartu: Tartu University Press, 2005 (in Russian)

Illustrations des Archives nationales centrales de Lituanie

Anušauskas, Arvydas

An-175 LES LEÇONS DE L'HISTOIRE : OCCUPATION SILENCIEUSE DE 1940/ Arvydas Anušauskas . – Vilnius: Lietuvos Respublikos Seimo kanceliarija, 2014. – 20 p.

ISBN 978-609-95533-9-9

UDK 94(474.5)

Arvydas Anušauskas

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE :
OCCUPATION SILENCIEUSE DE 1940

2013 05 23. 0,5 sp. l. Tiražas 400 egz.

Išleido Lietuvos Respublikos Seimo kanceliarija
Gedimino pr. 53, LT-01109 Vilnius

Spausdino UAB „Petro Ofsetas"
Savanorių pr. 174D, LT-03153 Vilnius